



AVIS DE RECRUTEMENT

I. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en République Centrafricaine intervient aux côtés de l'Etat Centrafricain en soutenant ses efforts dans la réforme de l'administration territoriale, la relance du processus de décentralisation et la transparence dans la gestion des affaires publiques à travers le Programme Cadre Gouvernance Démocratique et Décentralisation (PCGD) qui est prévu initialement pour une période de quatre années, de 2008 à 2011.

Afin d'instaurer de meilleures conditions de vie à la population, le PNUD propose des interventions dans les quatre domaines suivants :

- Bonne gouvernance et prévention des crises ;
- Réduction de pauvreté ;
- Lutte contre le VIH/SIDA
- Environnement et Energie

LE PNUD, EN ETROITE COLLABORATION AVEC LE COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CNLC) RECHERCHE UN CONSULTANT NATIONAL

Pour contribuer à la i) Production de prospectus de sensibilisation et d'animation ateliers, consultations sur la lutte contre la corruption et ii) Mise en forme et enrichissement Document de politique national de lutte contre la corruption en République Centrafricaine.

II. TACHES ET RESPONSABILITES DU CONSULTANT

Sous la direction générale du Directeur Pays du PNUD, les orientations du Chef de l'Unité Gouvernance et Prévention des Crises (UGPC) et Conseiller Technique Principal du Programme Cadre Gouvernance Démocratique et Décentralisation(PCGD) et la supervision directe de l'Expert national auprès du CNLC, le consultant remplira les tâches et responsabilités suivantes :

- Collecter et exploiter la documentation disponible sur la lutte contre la corruption ;
- Consulter les partenaires et les structures concernées par la lutte ;
- Faire une relecture critique du document de politique élaboré par le CNLC ;
- Préparer les prospectus et autres documents d'information pour les consultations et sessions régionales ;

- Encadrer les missions de sensibilisation, consultations régionales et nationales sur la lutte contre la corruption en rapport avec le pilier Gouvernance du DSRP.
- Collecter avec l'Expert national tous les amendements, les conseils et les observations sur le projet de document de politique;
- Intégrer les amendements, conseils et observations dans le projet de document de politique national et effectuer la mise en forme ;
- Aider l'Expert national dans l'organisation du cadre de validation du document au niveau national

III. Pour la réalisation de cette activité le profil recherché est le suivant :

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur (minimum Bac+5) en Droit, Sociologie ou Economie ou un professeur d'Université ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins dix(10) ans dans la rédaction des documents, contrats, conventions et textes internationaux. Des expériences en matière de la mise en œuvre des réformes macroéconomiques et financières seront un atout. Avoir une bonne connaissance du phénomène de la corruption en RCA.
- Avoir une bonne capacité d'analyse, synthèse et communication.
- Maîtriser le français et posséder une bonne capacité rédactionnelle.
- Etre disponible immédiatement.

IV. Les personnes intéressées par cet avis de recrutement sont priées d'adresser leurs dossiers comprenant :

- Curriculum Vitae
- Lettre de motivation
- Copies des diplômes obtenus

à l'adresse suivante :

Service des Ressources Humaines

PNUD/BANGUI

Immeuble de la Couronne, sis Avenue Barthélémy Boganda

V. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au Vendredi 31 juillet 2009 à 15h00

Vous pouvez obtenir les Termes de référence détaillés auprès de la Représentation du PNUD (Immeuble de la Couronne)

Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s

Les candidatures féminines sont encouragées

Primature

**Comité National de Lutte
Contre la Corruption**

**Programme des Nations Unies
pour le Développement**



République Centrafricaine

**Termes de Référence
Mission Consultant National :**

- 1. Production de prospectus de sensibilisation et d'animation ateliers, consultations lutte contre la corruption ;**
- 2. Mise en forme Document de politique nationale de lutte contre la corruption et aider à sa validation.**

1. Contexte

Le Comité National de Lutte contre la corruption crée par Décret n° 08-133 du 31 mars 2008 a pour mission :

- Elaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre la corruption et assurer sa diffusion auprès des acteurs publics et privés ;
- Coordonner, superviser et aider à la formulation des différentes actions du Gouvernement relatives à la lutte contre la corruption, la transparence et la bonne gouvernance.

Afin de répondre à cette mission, le Comité National a élaboré un PROJET DE DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION qu'il a adressé aux partenaires au développement pour leurs observations (le PNUD, la Banque Mondiale, la Coopération Française et le FMI). Ce document a fait l'objet d'un atelier avec des cadres de la planification pour la mise en cohérence. Le CNLC entend consulter les autres structures et acteurs impliqués à Bangui, en province afin de prendre leurs avis sur ce projet et à l'extérieur pour bénéficier des expériences de certains pays amis avant de le soumettre à une expertise internationale.

A ce stade, il serait judicieux de faire recours à un consultant national qui aidera le CNLC à intégrer toutes les observations et conseils qui seront collectés et mettre en forme le projet du document. Le consultant produira des prospectus de sensibilisation et d'animation pour les consultations et ateliers et aidera à la validation du document.

2. Responsabilités et tâches du consultant national

Les responsabilités et tâches du consultant sont les suivantes :

- Collecter et exploiter la documentation disponible sur la lutte contre la corruption ;
- Consulter les partenaires et les structures concernées par la lutte contre la corruption ;
- Procéder à une relecture critique du document de politique élaboré par le CNLC ;
- Préparer les prospectus et autres documents d'information pour les consultations et sessions régionales ;

- Encadrer les missions de sensibilisation, consultations régionales et nationales sur la lutte contre la corruption en rapport avec le pilier Gouvernance du DSRP.
- Collecter avec l'Expert national tous les amendements, les conseils et les observations sur le projet de document de politique;
- Intégrer les amendements, conseils et observations dans le projet de document de politique national et effectuer la mise en forme ;
- Aider l'Expert national dans l'organisation du cadre de validation du document au niveau national

3 .Résultats attendus :

1. Des prospectus de sensibilisation sont disponibles et consultations sectorielles/sessions régionales animées;
2. Les contributions des secteurs et acteurs sont collectées ;
3. Le projet de document est amélioré par des observations et conseils collectés au niveau national, régional et à l'extérieur ;
4. Les groupes ciblés s'approprient le projet.

4 .Mécanisme de suivi :

Le consultant travaille sous la supervision directe de l'Expert national auprès du CNLC. Il bénéficiera également des orientations du Chef de l'Unité Gouvernance et Prévention des Crises (UGPC) et Conseiller Technique Principal du Programme Cadre Gouvernance Démocratique et Décentralisation (PCGD).

5. Qualifications du consultant national

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur (minimum Bac+5) en Droit sociologie ou Economie ou un professeur d'Université ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans la rédaction des documents, contrats, conventions et textes internationaux. Des expériences en matière de la mise en œuvre des réformes macroéconomiques et financières seront un atout. Avoir une bonne connaissance du phénomène de la corruption en RCA.
- Avoir une bonne capacité d'analyse, synthèse et communication.
- Maîtriser le français et posséder une bonne capacité rédactionnelle.
- Etre disponible immédiatement.

6. Durée et financement de la mission

La mission se déroulera du 05 août au 04 octobre 2009 à Bangui et l'intérieur du pays.
Les coûts de la consultation seront pris en charge par le PNUD sur les ressources du Programme Cadre de Gouvernance Démocratique – volet lutte contre la corruption.

7. Procédures de recrutement

Le processus de recrutement sera fait suivant les procédures du PNUD.

- **Les personnes intéressées par cet avis de recrutement sont priées d'adresser leurs dossiers comprenant :**
 - Curriculum Vitae
 - Lettre de motivation

- Copies des diplômes obtenus

à l'adresse suivante :

Service des Ressources Humaines

PNUD/BANGUI

Immeuble de la Couronne, sis Avenue Barthélémy Boganda

- **La date limite de dépôt des dossiers est fixée au vendredi 31 juillet 2009 à 15h00.**

Vous pouvez obtenir les Termes de référence détaillés auprès de la Représentation du PNUD (Immeuble de la Couronne)

Seuls les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s

Les candidatures féminines sont encouragées